

*Initiatives ministérielles*

Ma circonscription, Haldimand—Norfolk, occupe une position unique en son genre parmi les régions rurales du Canada. Le problème comporte deux volets, monsieur le Président.

Tout d'abord, notre secteur agricole traverse la pire crise qu'il ait jamais connue. Beaucoup d'agriculteurs désertent en effet les fermes familiales et tentent de s'établir dans d'autres régions. Le gouvernement doit se rendre compte que bon nombre des difficultés du monde agricole au Canada sont directement liées à ses propres politiques économiques.

Le deuxième problème qui assaille ma circonscription, c'est la désindustrialisation du sud-ouest de l'Ontario. Dans cette région, et notamment dans le secteur manufacturier, de plus en plus d'emplois sont perdus parce que des usines ferment ou déménagent aux États-Unis. On ne se lancera pas dans un débat sur les causes de ce phénomène, quoiqu'on ne puisse s'empêcher de songer à la libéralisation des échanges.

Le Canada rural a de plus en plus besoin de l'appui du gouvernement. Bien des habitants des régions rurales éprouvent de réelles difficultés économiques pour la première fois de leur vie et ne savent vraiment pas comment s'en sortir. Ils s'adressent aux services sociaux et font appel à l'assistance publique pour la première fois de leur vie. Ils sont terrifiés et inquiets. Ils ne savent pas de quoi l'avenir sera fait.

Que font-ils une fois qu'ils ont perdu leur emploi de même que tout espoir d'en trouver un autre là où ils habitent? Ils s'en vont ailleurs, et c'est ainsi que l'infrastructure rurale disparaît, malheureusement, petit à petit.

Lorsque le gouvernement retire ainsi des fonds aux régions rurales, le fardeau retombe inévitablement sur l'assiette fiscale locale. Le ministre des Finances répète sans cesse qu'il nous faut choisir entre des hausses d'impôt ou une escalade du déficit. Je dirai au ministre qu'il est en train de hausser l'assiette fiscale locale de mes électeurs.

S'il n'est pas allé voir ce qui se passe dans sa propre circonscription, je lui dirai que, dans la mienne, les gens en ont ras le bol de payer des impôts. Ce programme ne fera qu'alourdir leur fardeau fiscal. Franchement, ce projet de loi entraînera inévitablement une hausse d'impôt à un niveau ou à un autre.

Les conséquences qu'entraîneront les réductions des paiements du RAPC dans ma circonscription seront énormes. Les circonscriptions rurales de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario ont beaucoup à perdre. Comme le dirait le ministre des Finances, elles sont les mieux placées pour assumer le fardeau supplémentaire. Pourquoi le gouvernement fédéral imposerait-

il aux pauvres des milieux ruraux de l'Ontario et du Canada ce fardeau de la dette nationale ou du déficit fédéral? Pourquoi ceux qui viennent tout juste de perdre leur ferme ou leur emploi auraient-ils à supporter ce fardeau supplémentaire qui est transféré à la province de l'Ontario?

Il est évident que les gens n'ont pas à souffrir de cela. Cessons donc de faire porter le débat sur les provinces ou les niveaux de gouvernement. Commençons donc à parler des gens, des gens qui ont le droit de savoir pourquoi ce gouvernement procède de cette façon en ces temps économiques difficiles où ils ont pourtant besoin de l'aide du gouvernement.

L'initiative du gouvernement tombe plutôt mal. Pourquoi tient-il tellement à adopter ce projet de loi? Je demande donc au gouvernement de réexaminer ce projet de loi, compte tenu des difficultés économiques que nous connaissons.

En guise de conclusion, je dirai que je n'en fais pas une affaire de parti. Je ne m'oppose pas au gouvernement pour le simple plaisir de la chose. En fait, ce projet de loi, en limitant l'augmentation de la contribution fédérale au RAPC jusqu'en 1995 pour les provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, est une erreur qui ne pouvait tomber plus mal. Je suis convaincu que nombre de députés d'en face en conviendront. Le projet de loi va frapper durement les éléments de notre société qui ont déjà assez souffert, y compris ceux qui sont des victimes directes de la présente récession.

Il semble que les gens d'en face aient oublié les valeurs qui font la fierté des Canadiens, soit la compassion, le partage et la générosité. C'est pourquoi je presse le gouvernement et les députés ministériels de demander au premier ministre de retirer ce projet de loi et, à tout le moins, de permettre aux Canadiens de lui dire que ce projet de loi est une erreur qui tombe plutôt mal.

**M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley):** Monsieur le président, j'ai le plaisir, au nom de mon parti et des électeurs de la circonscription de Prince George—Bulkley Valley que je représente, de prendre la parole au sujet du projet de loi d'initiative ministérielle C-32, Loi modifiant le Régime d'assistance publique du Canada. Sur bien des points que j'ai étudiés en ce qui concerne le Régime d'assistance publique du Canada, on peut constater les difficultés et les problèmes qui découleront de cette mesure législative introduite par le gouvernement.

Dans le court temps dont je dispose, je voudrais exprimer certaines de nos inquiétudes au sujet de cette mesure législative et faire ressortir les points où ses effets se feront le plus sentir.